

René Cassin, né le 5 octobre 1887 à Bayonne.

En 1914, il est Docteur ès sciences juridiques, économiques et politiques lorsqu'il est mobilisé, avec le grade de caporal-chef. A la tête d'un corps-franc, il est grièvement blessé par balles de mitrailleuse le 12 octobre 1914 à Saint-Mihiel et est soigné à Antibes. Il reçoit la croix de guerre avec palme et la médaille militaire.

Ancien combattant épris de justice, il participe dès 1917 à la création à Aix en Provence, d'une des toutes premières associations de victimes de guerre.

Peu à peu, dès 1917, l'organisation du monde combattant se met en place ; le 11 novembre 1917 marque les prémices de la création de l'Union fédérale qui sera officialisée lors du congrès de Lyon en février 1918. Il participe activement à cette consécration.

Membre de l'Office des mutilés en 1919, secrétaire général en 1920 puis président de l'Union fédérale en 1922, il refuse, la même année, le Ministère des pensions que lui propose Edouard HERRIOT.

En 1926, il est à la base de la création de la [carte du combattant](#) et de l'[ONAC](#). En 1929, il est vice-président du conseil supérieur des [pupilles de la nation](#). On l'appelle « *le père des pupilles de la nation* ». En 1930, il obtient la [retraite du combattant](#) ; celle-ci sera alors versée aux intéressés dès l'âge de 50 ans !

En juillet 1939, il pressent qu'Hitler attaquera la Pologne et provoquera la Seconde Guerre mondiale. 1939 : la guerre éclate. C'est la défaite de 1940 ; le 19 juin à Bayonne, il apprend que la veille, un certain Général DE GAULLE a lancé un appel à poursuivre la lutte. Arrivé à Londres le 29 juin, il se présente au Général DE GAULLE, dont il deviendra le juriste et sera ainsi le principal artisan de l'accord signé le 7 août 1940 avec CHURCHILL.

Dès la fin de la guerre, c'est en tant que représentant de la France dans la commission des droits de l'Homme des Nations unies, que René CASSIN, en collaboration avec ROOSEVELT, établit la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Il préside pendant 16 ans l'Ecole Nationale d'Administration qui vient d'être créée. De 1944 à 1960, il est à la tête du Conseil d'État. Du 18 juin 1960 au 22 février 1971, il sera membre du conseil constitutionnel. Siégeant à la cour européenne des droits de l'Homme de 1960 à 1968, il en sera le premier vice-président, puis président de 1965 à 1968.

Le 10 décembre 1968, le prix Nobel de la Paix lui est attribué. Un an après avoir reçu le prix Nobel de la Paix, il inaugure l'Institut international des droits de l'homme à Strasbourg.

Il est décédé le 20 février 1976. Ses obsèques ont eu lieu devant l'Hôtel de l'Ordre de la Libération, aux Invalides à Paris. Le 5 octobre 1987, jour du centième anniversaire de sa naissance, ses cendres ont été transférées au Panthéon.

Il était Grand-Croix de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, Médaillé militaire, Croix de guerre 1914-1918, Médaillé de la Résistance, Commandeur des Palmes académiques.



Comité national français. De gauche à droite : André Diethelm, Émile Muselier, Charles de Gaulle, René Cassin, René Plevin et Philippe Auboyneau. Crédit : DR.